

N° 6311⁷**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****relatif à la production d'électricité basée sur la cogénération
à haut rendement**

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DE LA CHAMBRE DES METIERS

(27.9.2012)

Par sa lettre du 16 août 2012, Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet des amendements relatifs au projet de règlement grand-ducal repris sous rubrique.

Le projet de règlement grand-ducal initial a été soumis pour avis à la Chambre des Métiers en date du 29 juillet 2011. Il stipulait que les centrales de cogénération à haut rendement basées sur les énergies fossiles qui effectuent leur première injection d'électricité dans les réseaux des gestionnaires de réseau après le 31 décembre 2012, ne seront plus éligibles à obtenir les rémunérations prévues dans le projet de règlement grand-ducal.

La Chambre des Métiers a émis son avis relatif au projet de règlement grand-ducal initial en date du 3 janvier 2012. Elle s'est opposée à ce que les installations de cogénération à haut rendement basées sur les énergies fossiles ne bénéficient plus du tarif d'injection à partir de 2013 et elle a invité le Gouvernement à reconsidérer son attitude vis-à-vis de cette technologie de pointe.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 20 mars 2012. Il a formulé un certain nombre d'observations et propose des alternatives de texte qui ont majoritairement trouvé l'accord du Gouvernement. Sur certains points, le Gouvernement a maintenu néanmoins le texte du projet initial respectivement entend apporter des amendements supplémentaires.

Les amendements sous avis contiennent également les modifications que le Gouvernement a apportées à la version originale du projet et les motivations y relatives.

Par ailleurs, des amendements supplémentaires ont été inclus dans le texte par le Gouvernement qui tiennent compte des observations formulées par la Chambre des Métiers dans son avis du 3 janvier 2012.

Les principaux amendements ont trait aux rémunérations accordées aux exploitants des centrales de cogénération ainsi qu'à la date limite prévue pour l'expiration des rémunérations.

Pour ce qui est des nouvelles installations de cogénération basées sur les énergies fossiles, il est prévu de prolonger les rémunérations actuelles du règlement grand-ducal du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur la cogénération jusqu'au 1er juillet 2013.

Cette disposition vise les centrales en voie de construction ou en phase d'achèvement. Il a été jugé nécessaire de prolonger la rémunération existante jusqu'au 1er juillet 2013 pour donner plus de temps aux projets qui sont actuellement en voie de construction.

Cette disposition tient compte de l'avis du 3 janvier 2012 de la Chambre des Métiers qui relevait que tout nouveau projet d'installation de cogénération nécessite une phase de planification et de construction s'étalant sur plusieurs années. La Chambre des Métiers a donné à considérer qu'au vu de ce délai très court, les nouvelles installations qui sont actuellement en planification ne pourront plus bénéficier de rémunérations.

Dès lors, la Chambre des Métiers est en mesure d'approuver l'amendement proposé.

Un autre amendement concerne les nouvelles centrales dont la première injection d'électricité dans le réseau a lieu entre le 1er juillet 2013 et le 1er juillet 2014. La date limite pour l'application de la rémunération de l'électricité injectée dans le réseau a donc été reportée du 31 décembre 2012 au 1er juillet 2014.

Cette période supplémentaire allant jusqu'au 1er juillet 2014 a été introduite afin de permettre au Gouvernement de se positionner par rapport aux nouvelles exigences de la directive relative à l'efficacité énergétique.

Cette directive prévoit que les Etats membres lancent un paquet de mesures d'efficacité énergétique en 2014 et définissent dans ce processus le rôle général de la cogénération.

Pour ce qui est des installations existantes, l'article 8 paragraphe (1) des dispositions transitoires stipule que les contrats des centrales conclus en vertu du règlement grand-ducal modifié du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur la cogénération restent en vigueur pour une période de 20 ans à compter de la première injection d'électricité par la centrale dans le réseau électrique.

Un amendement prévoit que pour les installations existantes qui bénéficient d'un contrat conclu avant le 1er juillet 2013 peuvent demander la conclusion d'un nouveau contrat adapté aux dispositions du nouveau règlement avec la rémunération prévue à l'article 7, paragraphe (4) pour la durée restante de la période de 20 ans à compter de la première injection d'électricité par la centrale dans le réseau.

Dans son avis du 3 janvier 2012, la Chambre des Métiers était d'avis que la transition d'installations de cogénération basées sur les sources d'énergie fossiles aux installations basées sur les sources d'énergies renouvelables doit se faire de manière continue afin de laisser aux différents acteurs la possibilité de s'adapter au nouveau cadre réglementaire.

De ce fait, la Chambre des Métiers réitère la demande formulée dans l'avis du 3 janvier 2012 que les dispositions transitoires soient assouplies de manière à ce que toutes les installations existantes continuent à bénéficier du tarif d'injection pour une période suffisamment longue.

La Chambre des Métiers ne peut approuver les amendements relatifs au projet de règlement grand-ducal sous avis que sous réserve des remarques formulées ci-dessus.

Luxembourg, le 27 septembre 2012

Pour la Chambre de Métiers,

Le Directeur Général,
Paul ENSCH

Le Président,
Roland KUHN